

Effets de l'inclusion financière sur la pauvreté dans les pays de l'UEMOA

Effects of financial inclusion on poverty in WAEMU countries.

Auteur 1 : OUEDRAOGO Ibrahim.

Auteur 2 : OUEDRAOGO Moussa.

OUEDRAOGO Ibrahim, (Université Nazi BONI, Docteur en Economie, Assistant, Unité de Formation et de Recherche en Sciences Juridiques, Politiques Economiques et de Gestion [UFR/SJPEG])

OUEDRAOGO Moussa, (Anadolu University, PhD en Economie, Chercheur au SERAP LLC)

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : OUEDRAOGO .I & OUEDRAOGO .M (2025). « Effets de l'inclusion financière sur la pauvreté dans les pays de l'UEMOA », African Scientific Journal « Volume 03, Num 28 » pp: 0220 – 0240.

Date de soumission : Janvier 2025

Date de publication : Février 2025



DOI : 10.5281/zenodo.14784986

Copyright © 2025 – ASJ



Résumé

L'objectif de cette recherche est d'analyser l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté dans la région de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Pour ce faire, un modèle de panel à effets fixes est appliqué à des données sur les huit pays de l'UEMOA, sur la période 2007-2023. Les résultats montrent que l'amélioration de l'accès aux services financiers contribue de manière significative à la réduction de la pauvreté dans l'UEMOA. Par ailleurs, il ressort des résultats que les variables telles que le statut d'emploi, le crédit au secteur privé et les transferts de fonds jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Ces résultats mettent en lumière le rôle crucial de l'amélioration de l'inclusion financière dans la réduction de la pauvreté dans l'UEMOA. Cette recherche renforce l'idée de la nécessité d'améliorer l'inclusion financière dans l'UEMOA afin de réduire la pauvreté dans la zone. En termes d'implication de politiques économiques, les décideurs publics devraient étendre l'inclusion financière, notamment dans les zones défavorisées par des mesures d'incitations fiscales. De plus, la promotion de l'éducation financière et la facilitation de l'accès au crédit pourraient contribuer à améliorer l'inclusion financière, et donc à réduire la pauvreté dans l'UEMOA.

Mots clés : Inclusion financière, Pauvreté, UEMOA

Abstract

The aim of this research is to analyze the impact of financial inclusion on poverty in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) region. In doing so, a fixed-effects panel model is applied to data on the eight WAEMU countries, over the period 2007-2023. The results show that enhancing access to financial services contributes significantly to poverty reduction in the WAEMU. Furthermore, the results show that variables such as employment status, private sector credit and remittances play an important role in poverty reduction. These results highlight the crucial role of enhancing financial inclusion in reducing poverty in the WAEMU. This research reinforces the idea of the need to enhance financial inclusion in the WAEMU in order to reduce poverty in the zone. In terms of economic policy implications, policymakers should extend financial inclusion, particularly in disadvantaged areas, through tax incentives. In addition, promoting financial education and facilitating access to credit could help enhance financial inclusion, and thus reduce poverty in the WAEMU.

Keywords: Financial inclusion, Poverty, WAEMU

1. Introduction

L'inclusion financière est perçue comme un facteur essentiel de réduction de la pauvreté (Álvarez-Gamboa et al., 2021 ; Churchill et Marisetty, 2020 ; Yang et Fu, 2019). Elle suscite un intérêt particulier pour les chercheurs et les décideurs publics (Babajide et al., 2015 ; Tran et al., 2022). En outre, l'inclusion financière est considérée comme un outil clé dans la réalisation de certains Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD1 qui vise à « *éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde* » (Chibba, 2009 ; Klapper et al., 2016 ; Banque mondiale, 2018 ; Findev, 2024). L'inclusion financière peut être définie comme la facilité d'accès et d'utilisation du système financier formel par tous les agents économiques (Sarma, 2008, 2012 ; Iyer, 2015). Sur le plan théorique, le rôle de l'inclusion financière dans la réduction de la pauvreté est clairement établi. En effet, la théorie du développement financier suggère que l'inclusion financière contribue à réduire la pauvreté grâce à un accès élargi au crédit, à l'épargne, aux assurances et à d'autres services financiers (Afawubo et al., 2020 ; Zhang et Posso, 2019 ; Demirguç-Kunt et Levine, 2008 ; Nwosu et Orji, 2017). Par ailleurs, l'amélioration de l'inclusion financière peut stimuler la croissance économique et contribuer à la réduction de la pauvreté (Abessolo et Timbi, 2019).

Conscientes du rôle de l'inclusion financière dans la réduction de la pauvreté, les autorités de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)¹ ont entrepris plusieurs actions en vue de promouvoir l'inclusion financière dans l'espace UEMOA. Ces différents efforts se sont traduits par l'instauration en 1993 d'un cadre légal d'exercice pour les structures financières sous la dénomination « Système Financier Décentralisé (SFD) ». En 2006, un cadre légal d'exercice pour les établissements de monnaie électronique (EME) a été adopté par les autorités de l'union. Aussi, en 2016, les autorités de l'union ont élaboré la Stratégie Régionale d'Inclusion Financière (SRIF) de l'UEMOA comme document de référence pour promouvoir l'inclusion financière dans les Etats membres de l'UEMOA. L'ensemble de ces initiatives a permis une nette amélioration de la situation de l'inclusion financière dans l'union. En effet, l'indice synthétique d'inclusion financière dans l'UEMOA (calculé sur une échelle de 0 à 1) a augmenté, passant de 0,215 en 2007 à 0,585 en 2022. Entre 2021 et 2022, l'indice a augmenté de près de 0,026 point pour se situer à 0,585 (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, 2018 ; 2023).

¹ L'UEMOA est composée de huit (08) pays de l'Afrique de l'ouest que sont : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Nonobstant les initiatives entreprises au sein de l'UEMOA pour renforcer l'inclusion financière afin d'améliorer les conditions de vie des populations, la pauvreté demeure un problème majeur pour tous les pays membres de l'union. La majorité de la population de l'UEMOA vit dans l'extrême pauvreté. Les résultats de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) de 2021 révèlent que l'incidence de la pauvreté reste élevée dans la plupart des pays membres de l'Union. Selon la Banque Africaine de Développement (2019), dans l'UEMOA, environ 40 % de la population vit avec moins de 1,9 dollars par jour. De plus, l'ampleur de la pauvreté varie considérablement d'un pays à un autre. L'incidence de la pauvreté dans l'UEMOA en 2021 varie entre 36,2 % (au Bénin) et 50,6 % (en Guinée-Bissau). Les travaux empiriques sur le lien entre l'inclusion financière et la pauvreté ont abouti à des résultats controversés. Des études menées dans des pays africains ont montré que l'inclusion financière contribue à réduire la pauvreté (Mohammed et al., 2017 ; Hussaini et Chibuzo, 2018 ; Nsiah et al., 2021 ; Khan et al., 2022 ; Atta-Ankomah et al., 2023). Ainsi, Khan et al. (2022) montrent dans leur étude sur un panel de 54 pays africains que l'inclusion financière contribue à réduire la pauvreté, les inégalités de revenus et améliore la stabilité financière. En outre, Mohammed et al. (2017) utilisent la méthode d'appariement des scores de propension pour analyser l'effet de l'inclusion financière sur la pauvreté dans 35 pays de l'Afrique subsaharienne. Leurs résultats indiquent que l'inclusion financière améliore le bien-être des pauvres qui bénéficient des services financiers comparativement aux pauvres qui n'en bénéficient pas. Des travaux réalisés spécifiquement dans l'UEMOA montrent également que l'inclusion financière contribue à réduire la pauvreté (Kinda et al., 2024 ; Senou et Houensou, 2024). Ainsi, Kinda et al. (2024) utilisent un modèle linéaire appliqué à des données de panel sur la période 2007-2018 pour examiner comment l'inclusion financière affecte la pauvreté dans l'UEMOA. Leur résultat indique que l'inclusion financière contribue à réduire significativement la pauvreté dans l'UEMOA. De même, Senou et Houensou (2024) analysant l'effet de l'inclusion financière digitale sur la pauvreté dans l'UEMOA, trouvent que l'inclusion financière bancaire et l'inclusion financière digitale permettent de réduire la pauvreté dans l'UEMOA.

Cependant, de nombreux travaux ne trouvent aucun impact de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté (Daryl et Amolo, 2018 ; De Haan et al., 2022). Daryl et Amolo (2018) montrent que l'accès aux produits financiers s'est amélioré de façon remarquable dans le monde. Mais il n'existe aucune preuve que cela ait permis d'améliorer la situation des pauvres. De Haan et al. (2022) analysent l'effet de l'inclusion financière sur l'écart de pauvreté dans un

échantillon de 84 pays sur la période 1975-2014. Les auteurs trouvent que, d'une part, le développement financier entraîne une inégalité de revenus qui à son tour peut accroître la pauvreté. D'autre part, de façon indirecte, le développement financier en stimulant la croissance économique peut conduire à réduire la pauvreté. Ils concluent que le développement financier peut soit diminuer, soit accroître la pauvreté, selon l'ampleur de son effet sur les inégalités de revenu ou sur la croissance économique.

Au regard de ces résultats divergents, il est nécessaire de s'interroger sur les effets de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté dans l'UEMOA. Ainsi, la présente recherche se pose la question suivante : quel est l'effet de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté ? L'objectif de cet article est d'analyser l'effet de l'inclusion financière sur la pauvreté dans l'UEMOA. Pour ce faire, nous formulons l'hypothèse suivante : l'inclusion financière réduit la pauvreté dans l'UEMOA. L'intérêt de cette recherche se situe à deux (02) niveaux. Premièrement, cette étude contribue à la littérature empirique sur le lien entre l'inclusion financière et la pauvreté dans les régions en développement dans le monde à partir du cas de l'UEMOA. En notre connaissance, peu de travaux ont abordé le sujet dans l'espace UEMOA. Deuxièmement, dans la mesure où les autorités de l'UEMOA ont fait du développement financier un outil clé pour réduire la pauvreté dans l'espace, il s'avère important d'analyser l'effet potentiel de cet outil dans l'atteinte de cet objectif. Dès lors, cette recherche pourrait contribuer à orienter les autorités de l'UEMOA sur la pertinence de cet outil dans la lutte contre la pauvreté.

La suite de cet article est structurée de la façon suivante. La section 2 présente la revue de la littérature théorique et empirique sur le lien entre l'inclusion financière et la pauvreté. La section 3 décrit les sources des données utilisées et la méthodologie adoptée. Dans la section 4, les résultats et leurs interprétations sont présentées. Enfin, la section 5 conclut le travail et formule des implications de politiques économiques.

2. Revue de la littérature sur le lien entre l'inclusion financière et la pauvreté

Une littérature abondante aussi bien sur le plan théorique que sur le plan empirique s'est développée sur le lien entre l'inclusion financière et la pauvreté. Dans cette section, nous présentons d'abord le cadre théorique d'analyse de ce lien avant de passer en revue les travaux empiriques sur le sujet.

2.1. Revue de la littérature théorique : lien entre l'inclusion financière et la pauvreté

La théorie du développement financier offre un cadre adéquat d'analyse du lien entre l'inclusion financière et la pauvreté. L'inclusion financière peut affecter la pauvreté par deux canaux : un canal direct et un canal indirect (Li, 2018 ; Koomson et al., 2020 ; Nsiah et al., 2021). De façon directe, l'inclusion financière contribue à réduire la pauvreté en élargissant l'accès des ménages au crédit, à l'assurance et aux autres services financiers, ce qui leur permet de disposer de revenus nécessaires pour satisfaire leurs besoins de consommation quotidienne, d'investissement, etc. (King et Levine, 1993 ; Rajan et Zingales, 1998). Dans le même sens, Demirguç-Kunt et Levine, (2008) montrent que l'amélioration de l'inclusion financière accroît les opportunités d'entreprendre pour les bénéficiaires des services financiers ce qui accroît leur revenu et leur consommation. De façon indirecte, l'inclusion financière, en soutenant le secteur financier stimule la croissance économique qui, à son tour contribue à réduire la pauvreté. Ce deuxième canal trouve ses fondements dans les travaux de Schumpeter (1934) et de McKinnon (1973) qui mettent en exergue le rôle du développement du secteur financier dans la croissance économique. Ce canal indirect montre que la croissance économique, induite par le développement financier, profite aux pauvres à travers la création d'emploi et l'augmentation des dépenses publiques dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la protection sociale (Perotti, 1993 ; Abosedra et al., 2016 ; Adeola et Evans, 2017).

A l'inverse, certains arguments théoriques suggèrent que le développement financier peut aggraver la pauvreté. Ces arguments sont fondés sur l'idée selon laquelle, l'utilisation excessive des produits financiers innovants qui facilitent les transactions (cartes de crédits, guichets automatiques et les services bancaires par internet) peut entraîner un surendettement des usagers ce qui peut contribuer à les rendre pauvres (Lyons et Hunt, 2003). En outre, le développement financier peut exacerber, à court terme, les inégalités de revenus entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires des services financiers. C'est dans ce sens que Demirguç-Kunt et al. (2008) suggèrent que la meilleure approche serait un changement de paradigme en passant du développement financier au profit des pauvres à un développement financier pour tous. Pour les auteurs, une telle approche permettrait d'atteindre l'objectif de l'accès universel aux services financiers de la Banque mondiale d'ici 2020 comme outil capital de lutte contre la pauvreté.

2.2. Revue de la littérature empirique : lien entre l'inclusion financière et la pauvreté

Certains travaux mettent en évidence les effets de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté. Inoue (2019) utilise la méthode des moments généralisés et montre que le renforcement de l'inclusion financière à travers le secteur bancaire public a un impact positif sur la réduction de la pauvreté en Inde. Dans le même sens, Ratnawati (2020) examine l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté et les inégalités dans dix pays en Asie. Ses résultats indiquent que l'amélioration de l'inclusion financière contribue à la réduction de la pauvreté et des inégalités. En outre, Tran et Le (2021) analysent l'effet de l'inclusion financière sur la pauvreté dans 29 pays européens en utilisant la méthode GMM. Leurs résultats mettent en lumière un rôle crucial de l'inclusion financière dans la réduction de la pauvreté.

Des travaux réalisés dans les pays en développement et plus particulièrement en Afrique subsaharienne montrent que l'inclusion financière contribue à la réduction de la pauvreté. Dans cette veine, Omar et Inaba (2020) évaluent l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté dans 116 pays en développement en utilisant la méthode d'estimation à effets fixes. Leur étude montre que l'inclusion financière réduit significativement la pauvreté et les inégalités de revenu dans les pays en développement. Aussi, Ofori-Abebrese et al (2020) ont étudié la relation entre inclusion financière et le bien-être dans les pays d'Afrique sub-saharienne. A partir des données sur 33 pays de l'Afrique sub-saharienne pour l'année 2017 et en appliquant la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO), ils concluent que l'inclusion financière améliore le bien-être des populations de la région. Hussaini et Chibuzo (2018) analysent le lien entre l'inclusion financière à la pauvreté au Nigeria en utilisant la méthode PLS-SEM. Leur étude montre que l'inclusion financière contribue significativement à la réduction de la pauvreté au Nigeria. Koomson et al (2020) analysent l'effet de l'inclusion financière sur la pauvreté et la vulnérabilité des ménages ghanéens en utilisant un modèle probit. Les résultats montrent que l'inclusion financière réduit la probabilité d'être pauvre de 27 % et réduit la vulnérabilité des ménages à la pauvreté de 28 %. Nsiah et al (2021), ont utilisé la Méthode des Moments Généralisés (GMM) pour examiner l'effet seuil de l'inclusion financière sur la pauvreté dans 15 pays sub-sahariens sur une période allant de 2010 à 2017. Leurs résultats montrent que c'est au-delà d'un seuil de 0,365 que l'inclusion financière conduirait à réduire la pauvreté.

D'autres travaux sur le lien entre l'inclusion financière et la pauvreté aboutissent à des résultats mitigés. Dans ce sens, Seven et Coskun (2016) trouvent que même si l'inclusion financière stimule la croissance économique, elle ne profite pas nécessairement aux populations des pays en développement. Leurs résultats montrent que l'inclusion financière ne joue pas un rôle

déterminant dans la réduction de la pauvreté. Neaime et Gaysset (2018) analysent l'impact de l'inclusion financière sur l'inégalité des revenus, la pauvreté et la stabilité financière dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Sur le plan méthodologique, les auteurs utilisent la méthode des moments généralisés et les moindres carrés généralisés. Les résultats indiquent que l'inclusion financière n'a aucun effet sur la pauvreté dans les pays du MENA. Kaidi et al. (2019) examinent le lien entre le développement financier, la qualité des institutions et la pauvreté dans un échantillon de 132 pays dans le monde. Leurs résultats indiquent que l'inclusion financière n'améliore pas la situation des pays.

Il ressort de la revue de la littérature que le lien entre l'inclusion financière et la pauvreté reste controversé. La divergence de ces résultats souligne la nécessité d'utiliser une méthode adéquate dans l'évaluation de la relation.

3. Sources des données et méthodologie

Dans cette section, nous décrivons d'abord les sources de données de l'étude avant de décrire la méthodologie adoptée.

3.1. Sources des données

Dans le cadre de cette étude, les données utilisées proviennent de la banque mondiale : World Bank Development Indicators (WDI). La base de données couvre la période 2007-2023 et comprend des indicateurs sociaux, démographiques, macroéconomiques de nombreux pays dans le monde. Ainsi, elle prend en compte des domaines tels que l'emploi, la santé, l'éducation, la croissance économique, la démographie, l'inclusion financière, etc. Cette base de données constitue donc une source fiable pour l'analyse du lien entre l'inclusion financière et la pauvreté. La présente recherche se concentre sur la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Cette zone est composée de huit (08) pays dont les caractéristiques structurelles sont quasi-similaires, ce qui favorise une meilleure analyse des stratégies menées dans la zone.

3.2. Description des variables

Dans le cadre de cette étude, une série de variables économiques ont été sélectionnées pour analyser le lien entre l'inclusion financière et la pauvreté. Dans la présente recherche, la variable dépendante utilisée comme proxy de la pauvreté est le Produit Intérieur Brut (PIB) per capita. En effet, le PIB per capita se définit comme la somme de la valeur ajoutée brute de tous les producteurs résidents de l'économie à laquelle, s'ajoutent les taxes sur les produits (moins les subventions) non incluses dans l'évaluation de la production, divisée par la population en milieu d'année. Trois (03) raisons principales expliquent le choix du PIB per capita comme proxy de

la pauvreté. Premièrement, le PIB per capita fournit une estimation du revenu moyen par personne dans le pays. Bien qu'il existe des inégalités et des disparités à l'intérieur du pays, il offre un aperçu général du niveau de vie (Samuelson et Nordhaus, 1958 ; Barro, 1991 ; Sen, 1999). Deuxièmement, la disponibilité des données explique le choix du PIB per capita en tant que proxy de la pauvreté. Les données sont collectées annuellement par la Banque mondiale ce qui facilite une comparaison temporelle et géographique. Troisièmement, il existe une très forte corrélation positive entre le taux de pauvreté et le PIB per capita. Dollar et Kraay (2002) et Bergstrom (2020) montrent ainsi que le PIB per capita est un indicateur de richesse et explique à 90 % la variation de la pauvreté. Il est également utilisé comme proxy pour mesurer la croissance économique et le niveau de vie des populations.

La variable utilisée comme proxy de l'inclusion financière est l'indice synthétique de l'inclusion financière calculée annuellement par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest depuis 2007. Cette variable mesure de façon générale l'évolution de l'inclusion financière dans toutes ses dimensions (accès, utilisation et qualité). Il mesure ainsi l'accès aux services financiers et l'aspect qualitatif de ceux-ci. L'indice synthétique de l'inclusion financière est compris entre 0 (absence d'inclusion financière) et 1 (inclusion financière totale). Les indicateurs précédents d'inclusion financière ne renseignent pas totalement sur le degré d'inclusion financière des populations d'un même pays (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, 2023a, 2023b). Ce nouvel indice repose sur la méthodologie développée par Sarma (2012) et réadaptée par Cámara et Tuesta (2014). En effet, la technique utilisée par Sarma (2012) consistait à pondérer les indicateurs de manière arbitraire tandis que Cámara et Tuesta (2014) ont proposé une approche endogène, ce qui permet d'obtenir une pondération réaliste des composantes de l'inclusion financière. Les autres variables utilisées dans le cadre de cette analyse sont le taux d'emploi (EMP), les transferts de fonds en proportion du PIB (REM), le crédit domestique au secteur privé en proportion du GDP (PRI), les dépenses de santé en proportion du PIB (HEX) et les dépenses en éducation en proportion du PIB (EEX). Ces variables ont été choisies afin de refléter les principaux déterminants de la pauvreté et d'évaluer l'impact de l'inclusion financière dans le contexte des pays de l'UEMOA.

3.3. Statistique descriptive des variables

Les statistiques descriptives montrent ainsi que le PIB par habitant est de 1 117,297 dollars en moyenne. Cependant, il existe une grande dispersion de richesse entre les pays avec un écart type de 927,28 dollars. Cela reflète un certain niveau d'hétérogénéité entre les pays de la zone UEMOA. De plus, l'indice synthétique de l'inclusion financière, qui mesure le niveau

d'inclusion financière, est en moyenne de 0,234 dans la zone UEMOA. L'écart-type de l'indice d'inclusion financière est de 0,164, suggérant une forte hétérogénéité en termes d'accès aux services financiers dans l'union. Ainsi, une part importante de la population demeure exclue des services financiers. Le taux d'emploi est en moyenne de 61,4 % dans la zone UEMOA avec un écart-type de 0,09. Les transferts de fonds en proportion du PIB sont de 4,6 % en moyenne dans la zone avec une disparité de 3,2 %. Il existe donc une variation considérable entre les pays de l'UEMOA en raison des contextes nationaux. Le crédit domestique au secteur privé en proportion du PIB est de 18,38 % en moyenne dans l'union. L'écart type est de 7,11, démontrant ainsi des différences en termes d'accès aux financements au sein de l'UEMOA. Les dépenses de santé en proportion du PIB, ainsi que les dépenses en éducation en proportion du PIB, sont en moyenne respectivement de 1,058 % et de 3,704 %.

Le tableau 1 présente les statistiques sur les différentes variables.

Tableau 1 : Statistiques descriptives des variables

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
GDP per capita	128	1117.297	927.68	413.419	4115.903
FINDEX	128	.324	.164	.12	.661
EMP	128	.614	.09	.424	.793
REM	128	.046	.032	.005	.113
HEX	120	1.058	.52	.276	2.826
EEX	111	3.704	.961	.545	5.988
PRI	128	18.38	7.115	3.214	32.373

Source: Calcul des auteurs

3.4. Modèle économétrique

Pour analyser l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté, cette étude utilise un modèle de panel appliqué à des données sur les huit (08) pays de l'UEMOA. Notre approche méthodologique repose sur le positivisme appréhendant la réalité objective de notre analyse. Ainsi, notre étude adopte un positivisme épistémologique qui permet une analyse des relations en se basant sur des données empiriques. Friedman (1953) suggère le positivisme dans la validation empiriques des sciences sociales. Dans le cas de notre étude, cette approche est pertinente, fournissant une compréhension approfondie de la relation entre l'inclusion financière et la pauvreté à travers une méthodologie quantitative. Le modèle économétrique est spécifié sous forme logarithmique comme suit :

$$lGDPPC_{it} = \beta_0 + \beta_1 lFIN_{it} + \beta_2 lEMP_{it} + \beta_3 lREM_{it} + \beta_4 lHEX_{it} + \beta_5 lEEX_{it} + \beta_6 lPRI_{it} + \mu_i + \varepsilon_{it}$$

Où i représente les indices des pays, t représente les indices temporels. Le symbole μ_i représente les effets spécifiques au pays (effets fixes ou aléatoires). Deux types de spécifications existent dans la modélisation en données de panel : le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires. Ces spécifications favorisent un contrôle des effets spécifiques à chaque pays tout en évaluant les variations chronologiques entre pays. Le test de Hausmann permet de déterminer la spécification adaptée au modèle panel des données utilisées. Le test procède par une comparaison des coefficients des deux spécifications et analyse la corrélation existante entre les effets spécifiques et les variables explicatives. Ce cadre méthodologique garantit une analyse robuste et rigoureuse de la relation entre l'inclusion financière et la pauvreté dans les pays de l'UEMOA.

4. Résultats et discussions

Cette section présente les résultats de l'estimation du modèle économétrique sur la relation entre l'inclusion financière et la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Elle présente et discute également les résultats des estimations en les comparant à ceux obtenus dans les travaux antérieurs. Comme mentionné précédemment, deux types d'estimation ont été effectués : l'estimation du modèle à effets fixes et l'estimation du modèle à effets aléatoires. Le test de Hausmann est effectué et permet de distinguer la spécification appropriée. Les résultats du test de Hausmann (annexe 2) montrent ainsi que le modèle à effets fixes est la meilleure spécification pour notre analyse. Les résultats de notre estimation permettent ainsi une bonne compréhension du lien entre la pauvreté et l'inclusion financière. Les résultats de notre estimation économétrique sont présentés dans le tableau 2.

Tableau 2 : Effets de l'inclusion financière sur la pauvreté

Variables	Modèle à effets fixes
lfin	0.156*** (0.0170)
lemp	0.183** (0.117)
lpri	0.0728** (0.0333)
lrem	0.0566*** (0.0187)
lhex	-0.0143 (0.0167)
leex	-0.00228 (0.0171)
Constant	7.378*** (0.105)
Observations	104
Number of id	8
R-squared	0.799

Standard errors in parentheses

*** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.1$

Source : Calculs des auteurs

Les résultats de l'estimation indiquent que l'inclusion financière a un effet positif et significatif sur le PIB par habitant dans la zone UEMOA. Cela met donc en exergue le rôle clé de l'inclusion financière dans la réduction de la pauvreté et donc dans la stimulation de la croissance économique. Une augmentation de l'indice synthétique d'inclusion financière de 1 % entraîne une croissance de 15 % du PIB per capita dans la zone UEMOA. Ces résultats confirment ainsi ceux de King et Levine (1993) qui soulignent le rôle crucial du développement des systèmes financiers dans la croissance économique et la lutte contre la pauvreté. De façon similaire, Beck et al. (2007) indiquent dans leurs travaux le rôle de l'inclusion financière en tant que mécanisme de protection des ménages contre les chocs économiques. Les travaux de Demirguç-Kunt et Levine (2008) confirment également que l'inclusion financière réduit les inégalités dans les

pays en développement. L'inclusion financière renforce ainsi l'entrepreneuriat et l'innovation, entraînant une stimulation de l'activité économique et la réduction de la pauvreté (Rajan et Zingales, 2004). L'amélioration de l'accès aux services financiers dans les zones mal desservies et plus particulièrement dans les zones rurales favorise ainsi le développement économique dans les pays émergents et ceux en développement (Jacolin et al., 2021).

Le tableau 2 indique également le rôle de l'emploi dans la réduction de la pauvreté. En effet, les résultats montrent l'effet positif de l'emploi sur le PIB par habitant. Ces résultats soulignent ainsi l'importance de la création d'emplois formels pour réduire la pauvreté. En effet, une augmentation du ratio du nombre d'emploi/PIB de 1 % entraîne une augmentation du PIB per capita de 0,18 %. Ces résultats confirment ceux de Fields (2012) sur le rôle fondamental de l'emploi en tant que moteur de mobilité sociale. Dès lors, l'industrialisation apparaît comme un levier essentiel pouvant générer de l'emploi et réduire la pauvreté. C'est justement à cette conclusion que parvient Rodrik (2013) qui souligne le rôle important de l'industrialisation dans la création d'emplois et la transformation des économies. Le changement de la structure de l'emploi (de l'informel vers le moderne) stimulera également l'efficacité économique. La prise en compte des secteurs urbains et ruraux garantit un développement harmonieux et équilibré (Todaro, 1976).

Les transferts de fonds (REM) réduisent significativement la pauvreté dans l'UEMOA. En effet une augmentation des transferts de 1 % entraîne une augmentation significative du PIB par habitant de 0,05 %. Ces résultats confirment les travaux de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques sur l'impact des transferts de fonds sur la croissance du PIB par habitant. Ainsi, une augmentation de 1 % de la part des envois de fonds dans le PIB entraîne une hausse de 0,0172 % du taux de croissance du PIB par habitant (Hamma, 2018). Le rapport de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (2017) confirme également l'impact positif des envois de fonds sur le PIB réel. Cet effet positif augmente sur une période de trois (03) ans et diminue au bout de la 4^{ème} année. De plus, les envois de fonds des étrangers vers leur pays d'origine entraînent une augmentation du PIB par habitant de 0,051 % (Organisation de Coopération et de Développement Economique, 2005).

Les résultats indiquent que les crédits domestiques aux secteurs privés constituent un déterminant significatif dans la réduction de la pauvreté. En effet, une augmentation de 1 % du crédits domestique au secteur privé conduit à une augmentation de 0,07 % du PIB per capita. Nos résultats confortent ainsi les travaux de la Banque Mondiale (2016) sur le rôle crucial du crédit au secteur privé (en pourcentage du PIB) dans la réduction de la pauvreté dans les pays

en développement. Similairement, Suryadarma (2007) montre qu'un secteur privé robuste stimulerait théoriquement la croissance économique globale, ce qui réduirait ensuite la pauvreté. Le rapport du Fonds Monétaire International (2024) démontre que l'augmentation du crédit au secteur privé influence positivement le PIB par habitant et permet de réduire la pauvreté. Avec l'amélioration de l'accès au financement et aux crédits, les investissements dans les projets générateurs de revenu connaîtront une augmentation, entraînant une croissance inclusive et une réduction de la pauvreté.

5. Conclusion et implication de politiques économiques

L'inclusion financière est considérée comme un élément fondamental dans la réalisation de certains objectifs de développement durable, notamment la réduction de la pauvreté. Dans ce sens, cette recherche vise à analyser l'effet de l'inclusion financière sur la pauvreté dans la zone UEMOA. Pour ce faire, un modèle de panel à effets fixes est appliqué à des données couvrant les huit pays de l'UEMOA sur la période 2007-2023. Les résultats montrent que l'amélioration de l'inclusion financière contribue à réduire significativement la pauvreté dans la zone UEMOA. En outre, les résultats indiquent que les transferts de fonds, l'emploi formel et l'accès au crédit privé jouent un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté dans la zone. Dans cette perspective, les décideurs publics devraient adopter des stratégies visant à renforcer l'inclusion financière afin de réduire la pauvreté dans l'UEMOA. Pour ce faire, il est essentiel pour les décideurs publics de renforcer et d'étendre l'accès aux services financiers, notamment dans les zones défavorisées, à travers des mesures d'incitations fiscales. En outre, la mise en place de services financiers de proximité pourrait améliorer l'inclusion financière en offrant un accès équitable aux services bancaires de base aux populations. Enfin, les décideurs publics devraient renforcer l'éducation financière des populations par le biais de la formation et de l'information. Cette stratégie leur permettra une meilleure gestion de leurs revenus et de leurs dépenses afin de prendre de meilleures décisions d'épargne, d'emprunt et d'investissement.

6. Bibliographie

- Abessolo, Y. A., Timbo S. (2019). Institutions et inclusion financière dans la CEMAC. *Finance & Finance Internationale*, No.15, 2489-1290.
- Abosedra, S., Shahbaz, M., & Nawaz, K. (2016). Modeling causality between financial deepening and poverty reduction in Egypt. *Social Indicators Research*, 126, 955-969.
- Adeola, O., & Evans, O. (2017). Financial inclusion, financial development, and economic diversification in Nigeria. *The Journal of Developing Areas*, 51(3), 1-15.
- Afawubo, K., Couchoro, M. K., Agbaglah, M., & Gbandi, T. (2020). Mobile money adoption and households' vulnerability to shocks: Evidence from Togo. *Applied Economics*, 52(10), 1141-1162.
- Álvarez-Gamboa, J., Cabrera-Barona, P., & Jácome-Estrella, H. (2021). Financial inclusion and multidimensional poverty in Ecuador: A spatial approach. *World Development Perspectives*, 22, 100311.
- Atta-Ankomah, R., & Okyere, C. Y. (2023). Welfare effects of financial inclusion services in Ghana: A comparative analysis of mobile money and other financial services. *Global Social Welfare*, 10(1), 83-92.
- Babajide, A. A., Adegboye, F. B., & Omankhanlen, A. E. (2015). Financial inclusion and economic growth in Nigeria. *International Journal of economics and financial issues*, 5(3), 629-637.
- Banque Africaine de Développement. (2019). *Document de stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique de l'ouest 2020-2025*.
- Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). (2017). *Impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants dans les pays de l'UEMOA*.
- Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). (2018). *Evolution des indicateurs de suivi de l'inclusion financière dans l'UEMOA au titre de l'année 2017*.
- Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). (2023a). *Rapport sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2022*.
- Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). (2023b). *Rapport annuel sur l'inclusion financière dans l'UEMOA*. Disponible sur www.bceao.int
- Banque mondiale. (2016). *Le secteur privé, un moteur essentiel de la croissance au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*
- Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross-section of countries. *The Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 407-443. <https://doi.org/10.2307/2937943>

- Beck, T., Demirguc-Kunt, A., & Peria, M. S. M. (2007). Reaching out: Access to and use of banking services across countries. *Journal of financial economics*, 85(1), 234-266.
- Bergstrom, K. (2020). *The role of inequality for poverty reduction*. The World Bank.
- Cámara, N., & Tuesta, D. (2014). Measuring financial inclusion: A multidimensional index. *BBVA Research Paper*, (14/26).
- Chibba, M. (2009). Financial inclusion, poverty reduction and the millennium development goals. *The European Journal of Development Research*, 21, 213-230.
- Churchill, S. A., & Marisetty, V. B. (2020). Financial inclusion and poverty: A tale of forty-five thousand households. *Applied Economics*, 52(16), 1777-1788.
- Daryl, C., & Amolo, N. (2018). Do financial inclusion efforts really have an impact on poverty?, standford social innovation review.
- De Haan, J., Pleninger, R., & Sturm, J. E. (2022). Does financial development reduce the poverty gap?. *Social Indicators Research*, 161(1), 1-27.
- Demirguc-Kunt, A., & Levine, R. (2008). *Finance and economic opportunity*. Washington, DC: World Bank.
- Dollar, D., & Kraay, A. (2002). Growth is Good for the Poor. *Journal of economic growth*, 7, 195-225.
- Fields, G. S. (2012). *Working hard, working poor: A global journey*. OUP USA.
- Findev. (2024). Inclusion financière. <https://www.findevgateway.org/fr/inclusion-financiere>
- Fonds Monétaire International (FMI). (2024). *Renforcer la croissance par le développement du secteur financier*. Rapport sur les perspectives économiques régionales
- Friedman, M. (1953). *The methodology of positive economics*. University of Chicago Press.
- Hamma, A. (2018). Transferts de fonds des migrants et croissance économique. *Économie et Statistique*, (503-504), 139-158. https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/3652314/503-504_ElHamma-FR.pdf https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/wa-risp_final.pdf
- Hussaini, U., & Chibuzo, I. C. (2018). The effects of financial inclusion on poverty reduction: The moderating effects of microfinance. *International Journal of Multidisciplinary Research and Development*, 5(12), 188-198.
- Inoue, T. (2019). Financial inclusion and poverty reduction in India. *Journal of Financial Economic Policy*, 11(1), 21-33.
- Iyer, I. (2015). Financial inclusion. *Economic and Political Weekly*, 50(07), 19-20.

- Jacolin, L., Keneck Massil, J., & Noah, A. (2021). Informal sector and mobile financial services in emerging and developing countries: Does financial innovation matter?. *The World Economy*, 44(9), 2703-2737.
- Kaidi, N., Mensi, S., & Ben Amor, M. (2019). Financial development, institutional quality and poverty reduction: Worldwide evidence. *Social Indicators Research*, 141, 131-156.
- Khan, I., Khan, I., Sayal, A. U., & Khan, M. Z. (2022). Does financial inclusion induce poverty, income inequality, and financial stability: empirical evidence from the 54 African countries?. *Journal of Economic Studies*, 49(2), 303-314.
- Kinda, A., Combarry, O. S., & Couchoro, M. (2024). How financial inclusion affects poverty in WAEMU countries?. *International journal of economic perspectives*, 18(2), 373-391.
- King, R. G., & Levine, R. (1993). "Finance and Growth: Schumpeter Might Be Right." *The Quarterly Journal of Economics*, 108(3), 717-737.
- Klapper, L., El-Zoghbi, M., & Hess, J. (2016). Achieving the sustainable development goals. *The role of financial inclusion*. Available online: <http://www.ccgap.org>. Accessed, 23(5), 2016.
- Koomson, I., Villano, R. A., & Hadley, D. (2020). Effect of financial inclusion on poverty and vulnerability to poverty: Evidence using a multidimensional measure of financial inclusion. *Social Indicators Research*, 149(2), 613-639.
- Li, L. (2018). Financial inclusion and poverty: The role of relative income. *China Economic Review*, 52, 165-191.
- Lyons, A., & Hunt, J. (2003). The credit practices and financial education needs of community college students. *Journal of Financial Counseling and Planning*, 14(2).
- McKinnon, R. I. (1973). Money and capital in economic development.
- Mohammed, J. I., Mensah, L., & Gyeke-Dako, A. (2017). Financial inclusion and poverty reduction in Sub-Saharan Africa. *African Finance Journal*, 19(1), 1-22.
- Neaime, S., & Gaysset, I. (2018). Financial inclusion and stability in MENA: Evidence from poverty and inequality. *Finance Research Letters*, 24, 230-237.
- Nsiah, A. Y., Yusif, H., Tweneboah, G., Agyei, K., & Baidoo, S. T. (2021). The effect of financial inclusion on poverty reduction in Sub-Sahara Africa: Does threshold matter?. *Cogent Social Sciences*, 7(1), 1903138.
- Nwosu, E. O., & Orji, A. (2017). Addressing poverty and gender inequality through access to formal credit and enhanced enterprise performance in Nigeria: An empirical investigation. *African Development Review*, 29(S1), 56-72.

- OCDE. (2005). Migrations, transferts de fonds et développement. Organisation de Coopération et de Développement Économiques.
- Ofori-Abebrese, G., Baidoo, S. T., & Essiam, E. (2020). Estimating the effects of financial inclusion on welfare in sub-Saharan Africa. *Cogent Business & Management*, 7(1), 1839164.
- Omar, M. A., & Inaba, K. (2020). Does financial inclusion reduce poverty and income inequality in developing countries? A panel data analysis. *Journal of economic structures*, 9(1), 37.
- Perotti, R. (1993). Political equilibrium, income distribution, and growth. *The Review of Economic Studies*, 60(4), 755-776.
- Rajan, R. G., & Zingales, L. (1998). Power in a Theory of the Firm. *The Quarterly Journal of Economics*, 113(2), 387-432.
- Rajan, R. G., & Zingales, L. (2004). Saving capitalism from the capitalists: Unleashing the power of financial markets to create wealth and spread opportunity. Princeton University Press.
- Ratnawati, K. (2020). The impact of financial inclusion on economic growth, poverty, income inequality, and financial stability in Asia. *The Journal of Asian Finance, Economics and Business*, 7(10), 73-85.
- Rodrik, D. (2013). Unconditional convergence in manufacturing. *The quarterly journal of economics*, 128(1), 165-204.
- Samuelson, P. A., & Nordhaus, W. D. (1958). *Economics: An Introductory Analysis*. McGraw-Hill.
- Sarma, M. (2008). *Index of financial inclusion* (No. 215). Working paper.
- Sarma, M. (2012). *Index of Financial Inclusion "A measure of financial sector inclusiveness* (No. 1207). Hochschule fuer Technik und Wirtschaft, Berlin.
- Schumpeter, J. (1934). *The theory of economic development* Harvard University Press. Cambridge, MA.
- Sen, A. (1999). *Development as Freedom*. Oxford University Press.
- Senou, M. M., & Houensou, D. A. (2024). From expanding financial services to tackling poverty in West African Economic and Monetary Union: The accelerating role of mobile money. *Journal of International Development*, 36(3), 1707-1737.
- Seven, U., & Coskun, Y. (2016). Does financial development reduce income inequality and poverty? Evidence from emerging countries. *Emerging Markets Review*, 26, 34-63.
- Suryadarma, D., & Suryahadi, A. (2007). *The impact of private sector growth on poverty reduction: Evidence from Indonesia*. SMERU Research Institute.

- Todaro, M. P. (1976). *Internal migration in developing countries. A review of theory, evidence, methodology and research priorities* (pp. vi+-106pp).
- Tran, H. T. T., & Le, H. T. T. (2021). The impact of financial inclusion on poverty reduction. *Asian Journal of Law and Economics*, 12(1), 95-119.
- Tran, H. T. T., Le, H. T. T., Nguyen, N. T., Pham, T. T. M., & Hoang, H. T. (2022). The effect of financial inclusion on multidimensional poverty: the case of Vietnam. *Cogent Economics & Finance*, 10(1), 2132643.
- Yang, Y., & Fu, C. (2019). Inclusive financial development and multidimensional poverty reduction: An empirical assessment from rural China. *Sustainability*, 11(7), 1900.
- Zhang, Q., & Posso, A. (2019). Thinking inside the box: A closer look at financial inclusion and household income. *The Journal of Development Studies*, 55(7), 1616-1631.

Annexes

Annexe 1: résultats des estimations

	(Random Effect)	(Fixed Effect)
	lgdp	lgdp
Lfin	0.156*** (9.08)	0.156*** (9.16)
lemp	0.176** (1.50)	0.183** (1.57)
lpri	0.073** (2.20)	0.073** (2.19)
lrem	0.0544*** (2.90)	0.0566*** (3.03)
lhex	-0.0143 (-0.85)	-0.0143 (-0.85)
leex	0.02* (0.12)	0.022* (0.13)
_cons	7.333*** (32.36)	7.378*** (70.53)
N	104	104

t statistics in parentheses

* p<0.05, ** p<0.01, *** p<0.001

Source : Calculs des auteurs à partir des estimations

Annexe 2: Test de Hausmann

	Coef.
Chi-square test value	-1.527
P-value	1

Source : Calculs des auteurs à partir des estimations

Annexe 3: Breusch and Pagan Lagrangian multiplier test for random effects

	Coef.
Chi-square bar 2	231.30
P > Chi-square bar 2	0.0000

Source : Calculs des auteurs à partir des estimations